

Doula Mokao
Président du collectif Jingo et Secrétaire Général
De l'Association Baraka
Paul Wodabe du Niger

LES PEUPLES AUTOCHTONES MENACÉS À CAUSE DE LA DISPARITION DE LEUR TERRITOIRE POUR DES RAISONS ENVIRONNEMENTALES

Merci Monsieur le Président,

Je suis un membre de la communauté peule Wodabe du Niger, secrétaire général de l'association Baraka et président du collectif Jingo. C'est la première fois que je me rends à ce groupe de travail. et c'est au nom de mon peuple que je vais parler. Nous sommes des nomades et notre seule richesse est notre troupeau de vaches. Notre maison est constituée de deux lits : l'un pour les ustensiles quotidiens et l'autre pour dormir. Le Sahel est notre maison, les buissons sont nos murs et le ciel est notre toit. Jusqu'à présent nous vivons comme nos ancêtres, mais la réalité à laquelle nous devons faire face nous a ouvert les portes du monde trop brusquement. Nous commençons à peine à nous structurer autour de revendications officielles afin que notre avis soit écouté.

Depuis plus de deux ans, après la saison des pluies, lors des fêtes annuelles, nous avons organisé des assemblées afin de discuter ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés et des solutions que nous pouvons construire. C'est suite à ces assemblées que, depuis quelques mois à peine, des représentants Wodabe se sont réunis en un collectif afin que tous les campements du Niger parlent d'une seule voix et ne soient pas divisés en associations destinées à profiter à seulement quelques familles.

Le problème auquel nous sommes confrontés s'amplifie au fil des années. Nous suivons en effet les pas de nos vaches entre le sable du Sahara et les cultures du sud du pays. Or le désert qui avance nous pousse chaque année plus au sud et les zones cultivées nous empêchent de dépasser la limite des cultures. Nous sommes donc pris en étau entre deux milieux hostiles. À cela s'ajoute le fait que le pâturage diminue en raison des faibles pluies et du réchauffement de la planète. Ce phénomène est aggravé par les hommes qui rachètent les puits qui nous sont indispensables lors de nos déplacements, ce qui entraîne une surpopulation dans les zones encore libres. Nous essayons de nous organiser pour creuser de nouveaux puits, ce qui nous contraint à nous sédentariser afin qu'ils ne deviennent à leur tour inaccessibles, mais cela demande des moyens financiers qui se réduisent comme une peau de chagrin à cause des sécheresses durant lesquelles notre bétail est décimé.

Le gouvernement nigérien, non satisfait de notre affaiblissement, le renforce par des nouvelles lois favorisant l'élevage intensif dans le sud et la vente de terres dans le nord. Le sol inhospitalier où nous avons su vivre dignement est maintenant la proie de la convoitise internationale.

Nous ne nous dirigeons pas vers une sédentarisation forcée, notre esprit craint la mutilation culturelle et identitaire qui s'ensuit, mais nos cœurs cherchent encore une voie vers une forme de semi-nomadisme.

Nous avons déjà rencontré plusieurs autorités gouvernementales qui ont fait la sourde oreille, c'est pour cela que je me déplace jusqu'à ce groupe de travail afin que nos revendications trouvent une écoute :

- nous demandons que les terres sur lesquelles nous nous déplaçons ne soient pas vendues comme si elles étaient vides

- nous demandons que le gouvernement ne vote pas des lois dans lesquelles nos droits soient ignorés

- nous demandons que le patrimoine national ne soit pas privatisé

- nous demandons que l'acheminement des aides apportées en temps de sécheresse soit contrôlé afin de ne pas être détourné pour le compte d'une minorité de personnes.

Je vous remercie pour votre attention, Monsieur le Président

Doula Mokao

doulamokao@yahoo.fr

peuplepeul@yahoo.fr

wikaya@voila.fr